Et si, en réalité, on se fichait de nous tous en haut lieu ?

Les luttes de chapelles sont encore bien d'actualités. Les médias, qui proposent toujours plus d'insolite pour faire le "Buzz", leur apportent une emprise sociale que leurs représentations minoritaires ne devrait pas avoir. Quelques soient leurs dénominations (syndicats, lobbies, partis, loges, clubs service,...), elles ne voient que leur propre objectif au détriment de la globalité de notre société. Presque toutes sont financées par les couches aisées de la société et pour le profit de ces dernières au détriment de ce qui reste pour les plus faibles.

Je ne suis pas un écrivain et mon objectif, dans l'écriture du livre "arrêtons les conneries", reste seulement d'expliquer les aberrations de gestion laissées pour comptes et qu'aucun des hommes "intelligents" qui ont souvent la parole, ne veut aborder.

Peut-être ne les voient-ils pas ? Peut-être aussi ne le veulent-ils pas ? Mais dans les deux cas, il faut leur montrer et tenter de leur faire comprendre, c'est le minimum acceptable pour ceux qui ne veulent pas rester simples spectateurs.

Il est vrai que trop de gens se contentent de reproduire la pensée induite par les médias ou le beau monde avec une petite touche personnelle plutôt que de présenter leur propre raisonnement.

Certains penseront que je suis excessif, mais le temps passe trop vite et les quelques dizaines d'années perdues pour les plus faibles de notre société nécessiteraient de bons coups de pieds aux fesses chez ceux qui ont voulu le pouvoir sans l'obligation de rendre la vie plus agréable au plus grand nombre de nos citoyens.

En fait, je suis très gentil.

Plutôt que de s'appuyer sur des "fake news" ou détourner des propos de leurs contextes comme savent si bien le faire certains responsables politiques, je préfère me servir de véritables observations sociales recueillies par l'I.N.S.E.E. En l'occurrence, le tableau ci-après, dont vous pouvez obtenir l'original en cliquant sur ce lien internet ou bien à l'adresse suivante : https://www.insee.fr/fr/statistiques/6436313#figure3.

Pour le rendre plus explicite, j'ai seulement rajouté deux colonnes : le montant des salaires 2019 et le montant de l'évolution d'une année sur l'autre en Euros. J'ai aussi indiqué le nombre de salariés concernés (Tableau INSEE.) ou https://www.insee.fr/fr/statistiques/2496914#tableau-figure1.

Distribution des salaires mensuels nets en équivalent temps plein (EQTP) en 2020. (*secteur privé environ 21 000 000 salariés*)

% de la population concernée	2019 (en euros)	2020 (en euros)	Évolution entre 2019 et 2020 (en %, en euros constants)	Évolution (en Euros)	Participation à l'inflation
1er décile	1 328	1 343	1,1 %	15 €	
2e décile	1 479	1 507	1,9 %	28 €	126 € / 1314 € Soit environ 10 % de l'inflation
3e décile	1 618	1 655	2,3 %	37 €	
4e décile	1 770	1 816	2,6 %	46 €	
Médiane	1 952	2 005	2,7 %	53 €	
6e décile	2 178	2 241	2,9 %	63 €	
7e décile	2 483	2 562	3,2 %	79 €	1134 € / 1314 € Soit environ 90 % de l'inflation
8e décile	2 947	3 053	3,6 %	105 €	
9e décile	3 867	4 033	4,3 %	166 €	
95e centile	5 010	5 245	4,7 %	235 €	
99e centile	9 153	9 638	5,3 %	485 €	

Beaucoup de gens défaitistes vont dire : "Et alors, c'est un tableau de chiffres ! ".

On ne peut pas leur jeter la pierre, ils ne sont pas bêtes et c'est vrai.

Mais à bien regarder, et quand on se rappelle les commentaires des sommités qui disent que le SMIC va profiter d'un "**rattrapage**", il serait plus juste d'arrêter l'hypocrisie et parler de "**distanciation**" inévitable.

Le premier décile représente les salaires en dessous de 1343€ et qui ont reçu au maximum 15€ d'augmentation en 2020. Quel progrès social alors que tous les autres déciles, qui sont déjà économiquement plus à l'aise, ont reçu jusqu'à 32 fois plus !

Il est facile de voir cela à la première lecture, les moins instruits d'entre-nous peuvent s'en apercevoir.

Ce tableau permet de voir beaucoup d'autres choses. Vous avez souvent entendu le discours des érudits qui prétendent qu'il faut bloquer les salaires pour contenir l'inflation des prix. Là encore ils

ont raison. Surtout que ce discours émane des décideurs qui sont au dessus du salaire médian et peuvent facilement attendre.

Mais, dès que la pression sociale est trop forte, il y a augmentation du SMIC et les vertueux décideurs s'accaparent la plus value sans sourciller. Cela fait plusieurs décennies que ce cycle se reproduit, et effectivement les prix montent.

Mais qui est réellement responsable de cette hausse des prix ?

Tout simplement ceux qui en profitent le plus et le tableau le prouve. Les quatre premiers déciles sont responsables pour 10% de l'inflation et les déciles les mieux aisés génèrent 90% de cette hausse.

Le pouvoir d'achat des plus riches augmente sans compter qu'ils n'en ont pas un besoin impératif comme les plus faibles et qu'ils en sont les plus importants responsables.

Ne me dites pas que personne n'est capable de comprendre qu'il y a un problème.

Dans cette réalité, l'évolution, qui est exponentielle en allant vers les couches aisées, accélère le problème au point qu'il faut sans arrêt augmenter le montant des aides aux plus faibles à cause de cette typologie d'augmentation. Le secteur des plus aisés et les décideurs qui en font partie (principaux responsables de cet enlisement, je le rappelle) ont, de plus, le culot de s'appuyer sur les associations de bénévoles pour soutenir une aide toujours insuffisante.

C'est une situation économiquement dangereuse ; La richesse de tous ne tire son origine que des échanges que nous pratiquons entre nous, c'est-à-dire de la consommation. Dans ce tableau, nous sommes pratiquement sûrs que les 10% d'augmentation des plus nécessiteux vont servir aux échanges. Ce ne sera pas le cas pour la plus grosse partie des déciles supérieurs qui ne sont pas dans le besoin. Ces valeurs n'alimenteront pas la consommation. Elles seront plutôt dévolues au patrimoine de ces déciles, génèreront de la défiscalisation et augmenteront la dette de notre pays en surcroit.

La critique est facile vont dire ceux qui veulent détourner l'attention et mettre la tête dans le sable. Le problème n'en est pas moins réel, insidieux et moralement destructeur.

Si on analyse bien la situation, nous avons l'impression d'un immense gâchis où les responsables de la gestion de notre pays semblent s'être toujours entendus pour conserver les plus faibles dans un état de dépendance qui avoisine l'esclavagisme. Les responsables syndicalistes qui ne pipent pas un mot à ce sujet en font également partie.

C'est un peu comme s'ils disaient : "Votre travail ne vaut que ce qui reste comme richesse, après que nous nous soyons servis !".

Je sais bien que pour se défendre, ils vont argumenter que les richesses dégagées par la production de valeurs doivent être réparties proportionnellement à la position des salaires dans chaque tranche. Le propos n'est pas recevable car il aboutirait inexorablement à la carence des plus faibles. La simulation sur ce deuxième tableau est assez parlante.

Simulation des salaires mensuels nets avec un taux constant pour chaque décile. (secteur privé environ 21 000 000 salariés)

% de la population concernée	2019 (en euros)	2020 (en euros)	Évolution entre 2019 et 2020 (en %)	Évolution (en Euros)	Participation à l'inflation
1er décile	1 328	1 343	1,1 %	15 €	68 € / 371 € Soit environ 18 % de l'inflation
2e décile	1 479	1 495	1,1 %	16 €	
3e décile	1 618	1 636	1,1 %	18 €	
4e décile	1 770	1 789	1,1 %	19 €	
Médiane	1 952	1 974	1,1 %	21 €	303 € / 371 € Soit environ 82 % de l'inflation
6e décile	2 178	2 202	1,1 %	24 €	
7e décile	2 483	2 510	1,1 %	27 €	
8e décile	2 947	2 979	1,1 %	32 €	
9e décile	3 867	3 909	1,1 %	43 €	
95e centile	5 010	5 065	1,1 %	55 €	
99e centile	9 153	9 254	1,1 %	101 €	

Même avec une augmentation constante en %, les salaires au-dessus de la médiane sont responsables à 80% de l'inflation qui en découle. Ils sont aussi ceux qui peuvent le mieux l'absorber sans effort contrairement à ceux des premiers déciles.

Il y a pourtant des solutions et des principes à adopter.

Quand il s'agit d'augmenter un salaire, le premier principe reste de

ne jamais utiliser un pourcentage.

Les grilles de salaires sont déjà existantes et correspondent aux niveaux de responsabilités ou compétences qui sont admis dans les différents secteurs. Un pourcentage unique pour tous, même faible ne fait que distendre la valeur des niveaux et éloigner les extrêmes.

Tous les étages de la société sont "nécessaires" pour fabriquer de la richesse supplémentaire et il n'y a aucune raison pour que les mieux lotis absorbent toujours plus. Cette richesse là est collective et doit être partagée à égalité. La notion d'égalité est une des valeurs fondamentales de notre société et un principe de notre constitution.

Simulation d'augmentation des salaires avec une somme fixe. *(secteur privé environ 21 000 000 salariés)*

% de la population concernée	2019 (en euros)	2020 (en euros)	Évolution (en Euros)
1er décile	1 328	1 458	130 €
2e décile	1 479	1 609	130 €
3e décile	1 618	1 748	130 €
4e décile	1 770	1 900	130 €
Médiane	1 952	2 082	130 €
6e décile	2 178	2 308	130 €
7e décile	2 483	2 613	130 €
8e décile	2 947	3 077	130 €
9e décile	3 867	3 997	130 €
10e décile	5 148	5 278	130 €

Participation à l'inflation

10 fois 130 € sur 1300 € .

L'augmentation est équitablement répartie. Chaque décile est responsable de l'inflation, mais il se bat à arme égale contre ce fléau et personne n'est lésé.

Pour régler les dérives de ce système, il suffit d'augmenter les salaires d'une valeur fixe. Par exemple 130 € pour tout le monde, un montant de valeur globale à la somme distribuée dans le premier tableau.

La responsabilité de l'inflation serait alors répartie sur l'ensemble des acteurs et au bout de quelques années, les plus faibles n'auraient plus à être aidés.

Le deuxième principe semble évident. Enlever à un individu plus de richesses qu'il n'en gagne ou qu'il n'en possède, reste une aberration. Imaginons qu'il faille se serrer la ceinture pour rembourser une dette nationale collective (par exemple le déficit de notre pays) : il serait difficile de demander à chaque individu le montant de cette dette (environ 3 000 milliards d'€) divisée par le nombre d'habitants.

Je sais que certains se sont déjà exprimés à ce sujet. Ils avancent prés de 43 500 €. Ils n'ont déjà pas réfléchi que ce sont les 30 millions de ménages qui seraient concernés et non les 69 millions de français. A travers cette douce imbécilité, ils veulent peut-être faire prendre conscience ou préparer les esprits à la chose.

Ces innocents voudraient sans doute faire payer les nouveaux nés, les jeunes de moins de 18 ans, les SDF, les 9 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, les 2 millions de Smicards, les insolvables et les résidents des maisons de retraite...

Le montant réaliste dépasserait plutôt les 200 000 € en éliminant la population incapable de rembourser. Il serait déjà plus juste d'appréhender cette réalité.

Surtout dans la mesure où ce sont les décideurs et les plus aisés qui ont refusés de s'occuper de ce problème quand ils étaient au pouvoir *(peut-être par intérêt ?).*

Dans ce cas là, nous devons recourir à la notion de pourcentage. Il est bien évident que si les richesses du pays ont disparues, on ne peut pas demander à ceux qui n'en ont jamais eu, de partager ce nouvel effort à égalité même s'ils sont responsables en partie d'avoir mal choisi leurs décideurs.

Il faut prélever au prorata du revenu réel et du patrimoine de chaque citoyen. C'est à cause d'un mauvais partage des richesses que nous sommes arrivés à ce stade et il devient parfaitement évident que cette règle de prélèvement doit s'appliquer de cette manière. Ceci dans tous les cas de diminution de ressources *(même chose pour le principe dissuasif des amendes !)*.

Une petite précision avant de vous quitter ; Dans le troisième tableau, j'ai utilisé une progression de 130 € pour que l'incidence sur l'inflation soit équivalente à la réalité du premier tableau. J'aurais pu être économe et me calquer aux 15 € d'augmentation du premier décile. Là, je me serais exposé au courroux des derniers déciles : "Nous ne faisons pas l'aumône, cela ne nous intéresse pas !".

Que les premiers déciles acceptent cette aumône, par sagesse ou résignation, au lieu de se révolter, n'est pas leur affaire.

1: ... quand les politiciens arrêteront de nous faire rire !

Pour ce dossier, je ne suis parti que d'un tableau de l'INSEE édité chaque année et que tout le monde peut consulter s'il le veut. Il montre ce qui se passe dans notre société et il est certain que nous sommes tous coupables de profiter ou de laisser faire. Bien que ce problème ne soit pas facile à appréhender parce qu'il est insidieux, les plus responsables d'entre-nous doivent se mobiliser pour faire comprendre ce qui se passe et ce message doit persuader le plus grand nombre de citoyens.

L'objectif de toutes les sociétés reste de progresser et ce n'est pas nouveau. Pourtant, si l'Histoire peut servir d'exemple comme il est dit dans les manuels et la bouche des gens bien, la plupart de ces grandes puissances se sont désagrégées ou ont disparues sans le voir venir. Le mal qui les minait devait être insidieux pour que personne de leurs grands dirigeants ne sente ou ne voit le déclin arriver.

Il est vrai que tous ces grands hommes ne considéraient le progrès de leur civilisation que par la croissance externe en annexant d'autres pays et territoires. Comme tente de la faire Poutine actuellement. Ils ne sont obnubilés que par le pouvoir et la soumission des peuples par la puissance.

Ils sont incapables comprendre que c'est le travail de tous sans exception qui crée la richesse ;

Le véritable progrès, par une gestion interne d'excellence pour le confort de tous, ne les intéresse pas. Surtout que cette recherche passe obligatoirement par un meilleur partage des richesses, donc une diminution de ressources pour ceux qui sont les mieux placés ou conseillent les autorités décisionnaires. Une intégrité la plus absolue possible et le rejet de toute compromission est nécessaire.

Ce ne semble malheureusement pas être le cas encore aujourd'hui. Plus on arrive vers les déciles les plus élevés, plus on rencontre de syndicats, de lobbies, de loges, de clubs service qui conseillent les pouvoirs en place, influencent les administrations pour tel ou tel prétendu problème.

Les moyens financiers que nécessitent leur mise en place et leur gestion depuis tant d'années sont la preuve que les retours sont des plus conséquents. Voir les dernières affaires européennes.

Il s'ensuit une atrophie des plus faibles, une augmentation de leur nombre qu'il faut aider et qui se sentent mis au banc de notre société.

Il serait idiot de les prendre pour des imbéciles car, par dépit, ils s'organisent à leur manière.

Non, pas de lobbies pour soudoyer des responsables versatiles ou incompétents. Si ceux du haut de la société coupent leurs désirs d'évolution en les payant le moins possible, ils finissent par travailler le moins possible sachant qu'ils seront aidés financièrement.

Ils vivent chichement en s'adaptant aux moyens du bord. Par obligation, tous leurs achats sont systématiquement orientés vers le "moins cher" qui n'est plus fabriqué chez nous, mais dans les pays à bas coût de main d'œuvre. C'est un peu comme si une grosse partie des aides que ces citoyens reçoivent étaient dévolues à ces pays ! Certains moralisateurs vont dire : "En plus, ils ne payent pas d'impôt". Là encore on mesure l'esprit limité des chapelles, dont on parlait au début du dossier, qui ne comprennent pas que les dépenses de nos plus faibles sont aussi affectés par les prélèvements obligatoires (45%) qui retournent dans les caisses de l'état.

C'est vrai qu'ils profitent du système, mais ce n'est rien comparé aux profits de nos politiques qui sont les vrais responsables de la décadence de cette organisation.

Tant que les augmentations de ressources se pratiqueront avec des pourcentages au lieu de montant égaux pour tous, il n'y aura pas de possibilité pour les classes les moins aisées de se redresser. La décadence sociale et notre dette ne pourront pas se résorber. Une infection sous-jacente qui peut faire mourir une société un peu à la manière d'un virus.

Notre intérêt collectif reste de comprendre ces notions et diffuser cette information au plus grand nombre.

C'est l'hiver ;

Déclenchons une avalanche de boule de neige pour les fêtes.

Allez, il y a de belles discussions à renouveler autour des tables de fin d'année et du nouvel an !

Et puis si cela pouvait convaincre quelques décideurs, ce serait une belle victoire collective.

Faite circuler le dossier tout azimut !

Merci.